

AI Index: PRE 01/127/2009
01 April 2009

Russie. Agression d'un défenseur des droits humains de renom

L'agression dans la nuit de mardi 31 mars à mercredi 1er avril du militant des droits humains Lev Ponomarev doit donner lieu immédiatement à une enquête exhaustive et indépendante de la part des autorités russes. Les responsables de cette agression doivent être déférés à la justice, a déclaré Amnesty International ce mercredi 1er avril.

« Un bien trop grand nombre de violences à l'encontre de défenseurs des droits humains et de militants de la société civile, avocats et journalistes sont restées impunies, et les auteurs de ces agissements sont convaincus qu'ils peuvent agir en toute impunité, a déclaré Nicola Duckworth, directrice du programme Europe et Asie centrale d'Amnesty International.

« Le président Dmitri Medvedev et le gouvernement russe doivent condamner le climat d'intolérance dont sont de plus en plus victimes les défenseurs des droits humains et faire savoir que de telles violences, qu'elles soient le fait de particuliers ou d'agents de l'État, ne seront pas tolérées. »

« Garder le silence après les nombreuses menaces et agressions de ces derniers temps équivaldrait à légitimer de tels crimes. »

Selon les informations fournies par le Mouvement pour les droits humains, l'organisation non gouvernementale que dirige Lev Ponomarev, celui-ci a été agressé par trois hommes dans la soirée du 31 mars, près de chez lui, à Moscou. Il a été jeté à terre et roué de coups de pied et poing.

Âgé de 67 ans, Lev Ponomarev, s'élève depuis des décennies contre les violations des droits humains commises en Russie. Récemment, il a critiqué vivement la manière dont les autorités ont traité l'affaire de la compagnie pétrolière Ioukos. Un nouveau procès de l'ancien dirigeant de Ioukos, Mikhaïl Khodorkovski, et de son associé Platon Lebedev, s'est ouvert le 3 mars à Moscou. Juste avant l'agression dont il a été victime, Lev Ponomarev avait rencontré Sabine Leutheusser-Schnarrenberger, rapporteur de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), au sujet d'allégations d'utilisation abusive de la justice pénale à des fins politiques, en relation avec ce procès.

Lev Ponomarev a déjà critiqué à maintes reprises la justice pénale russe. Lors d'une conférence de presse en juin 2008 au cours de laquelle il avait décrit les mauvais traitements infligés aux détenus dans les colonies pénitentiaires, Lev Ponomarev avait été attaqué par un groupe de jeunes individus agissant semble-t-il au nom d'un parlementaire russe. Les jeunes gens avaient jeté des œufs en direction de Lev Ponomarev et de la défenseure des droits humains Lioudmila Alexeïeva, présidente du Groupe Helsinki de Moscou.

À la fin de l'année 2008, Lev Ponomarev avait dit à ses proches qu'il avait l'impression d'être sous surveillance.

FIN